

ACCD'OM

Association des communes & collectivités d'outre-mer

Relevé détaillé des rapports publics remis dans le cadre des États généraux de l'outre-mer au 31 août 2009

- 971 - Guadeloupe (page 4)
- 971 - Saint-Martin (page 8)
- 972 - Martinique (page 10)
- 973 - Guyane (page 16)
- 974 - La Réunion (page 17)
- 975 - Saint-Pierre-&-Miquelon (page 21)
- 976 - Mayotte (page 23)
- 987 - Polynésie française (page 25)
- Hexagone (page 27)



ACCD'OM
Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

Paris, vendredi 4 et samedi 5 septembre 2009

ACCD'OM | 13, boulevard de Strasbourg | 75010 Paris
Téléphone : 01 48 00 00 07 | Télécopie : 01 48 00 00 06
contact@france-accdom.org | www.etatsgenerauxoutre-mer.net
Réf. : 20090831-98.doc | Page 1 sur 33

Présentation

Madame, Monsieur,

Chère Amie, Cher Ami,

L'ACCD'OM (*Association des communes & collectivités d'outre-mer*) est une association loi 1901, indépendante de l'État, qui a pour objet de «*constituer un cadre de réflexion, de proposition et d'action sur les questions de développement économique, social, culturel, et de protection de l'environnement spécifique aux communes, groupements de communes et toutes collectivités d'outre-mer ; mener des actions de formation*».

Dans ce cadre, l'ACCD'OM a décidé de suivre de près les EGOM (*États généraux de l'outre-mer*), lancés par le président de la République le 19 février dernier en réponse aux mouvements sociaux nés en Guyane puis en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion. Notre association met ainsi à la disposition de ses membres et, plus largement, du public intéressé par les questions liées à l'outre-mer, des synthèses périodiques de l'actualité des EGOM ainsi qu'un site Internet qui reprend ces synthèses et l'essentiel des documents ou débats publiés dans le cadre des EGOM. Ce site (etatsgenerauxoutre-mer.net) vous permet également de commenter ces documents ou de poursuivre ces débats.

L'ACCD'OM est aujourd'hui heureuse de mettre à votre disposition, en exclusivité, ce relevé détaillé qui constitue une sorte de «*plan des plans*» des rapports publics remis dans le cadre des EGOM au 31 août 2009. Ces rapports ont été relevés sur le site Internet de l'État (etatsgenerauxdeloutre-mer.fr). Chacun d'entre eux est également accessible sur notre site Internet (etatsgenerauxoutre-mer.net), à partir du lien direct qui figure en bleu sous son intitulé. Chaque collectivité d'outre-mer ou chaque compatriote originaire de l'outre-mer pourra ainsi développer une meilleure vue d'ensemble des travaux menés, «*aux quatre coins des trois océans*», dans le cadre de ce grand débat national.

Vous le savez, les EGOM ne sont pas encore finis et sont maintenant entrés dans une phase de synthèse préalable aux décisions : il est encore temps de vous saisir de ce relevé pour nous signaler, de vive voix ou sur notre site Internet, toute remarque utile au meilleur devenir de nos territoires et de nos compatriotes ! Par ailleurs, des erreurs ont pu se glisser dans ce document, réalisé dans des délais resserrés : n'hésitez pas à nous les signaler. Alors que beaucoup reste à faire, ensemble, nous n'avons qu'un seul vœu :

Que la Force soit avec vous ! ;-)

Lilian MALET
Délégué général de l'ACCD'OM

David AUERBACH CHIFFRIN
Chargé de mission de l'ACCD'OM
pour les EGOM

Trame générale des EGOM

Chaque département ou collectivité d'outre-mer participant aux EGOM, ainsi que l'Hexagone, était invité à constituer huit commissions - ou ateliers... ou groupes... Ont participé : la Guadeloupe, Saint-Martin, la Martinique, la Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-&-Miquelon, Mayotte, la Polynésie française et l'Hexagone (les DFE, départements français d'Europe). **N'ont pas participé :** Saint-Barthélemy, Wallis-&-Futuna et la Nouvelle-Calédonie.

La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion ont suivi la trame générale proposée. Saint-Martin, Saint-Pierre-&-Miquelon, Mayotte, la Polynésie française l'ont personnalisée. L'Hexagone l'a suivie en y ajoutant quatre commissions spécifiques (dont deux se sont divisées en deux, soit six au total), parfois numérotées 9-1, 9-2, 10-1, 10-2, 11 et 12. À noter qu'une main capricieuse semble avoir parfois mélangé les numéros des commissions hexagonales, au point de rendre nécessaire la double numérotation du tableau suivant :

THEMES STANDARDS	NUMERO STANDARD	NUMERO INDIQUE PAR CERTAINES SOURCES HEXAGONALES	N° A SAINT-MARTIN
<i>La formation des prix, les circuits de distribution et le pouvoir d'achat</i>	1	7	1
<i>Les productions locales et les conditions d'un développement endogène</i>	2	3	2
<i>Les grands projets structurants et les conditions du développement durable</i>	3	6	
<i>La rénovation du dialogue social et la formation professionnelle</i>	4	4	
<i>La gouvernance (évolutions institutionnelles locales, adaptation des administrations centrales)</i>	5	8	
<i>L'insertion des départements d'outre-mer dans leur environnement régional</i>	6	1	
<i>L'égalité des chances, la promotion de la diversité et l'insertion des jeunes</i>	7	5	3
<i>L'identité, la culture et la mémoire</i>	8	2	
THEMES SPECIFIQUES A L'HEXAGONE	NUMERO		
<i>Culture et visibilité</i>	9-1		
<i>Mémoire et identité</i>	9-2		
<i>Égalité & Discriminations</i>	10-1		
<i>Citoyenneté</i>	10-2		
<i>Sport</i>	11		
<i>Autres problématiques liées à l'éloignement</i>	12		

971 - Guadeloupe

[1] Rapport d'étape des ateliers des EGOM en Guadeloupe

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090724-99.pdf>

(ATTENTION : ce document de 23,6 Mo est très lourd à télécharger !)

64 pages | Des propositions qui orienteront le développement de la Guadeloupe ; Le dynamisme guadeloupéen doit être souligné

ATELIER N°1 - LA FORMATION DES PRIX, LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION ET LE POUVOIR D'ACHAT : L'essentiel ; I - Thème 1 : Formation des prix ; I.1 - Contexte ; I.2 - État des lieux ; I.3 - Préconisations ; II - Thème 2 : Revenus et consommation ; I.4 - Contexte ; I.5 - État des lieux ; I.6 Préconisations ;

ATELIER N°2 - LES PRODUCTIONS LOCALES ET LES CONDITIONS D'UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE : Résumé - Vaincre les pesanteurs, les habitudes et les pouvoirs acquis ; Première partie - La satisfaction de besoins fondamentaux : A - La valeur du travail ; B - Habitat et construction ; C - Déchets ; Deuxième partie - Le développement humain : A - Le sport ; B - Le nautisme ; Troisième partie - Le développement économique : A - L'agriculture et l'agro-transformation ; B - La pêche ; C - L'industrie ; D - Le tourisme ;

ATELIER N°3 - LES GRANDS PROJETS STRUCTURANTS ET LES CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT DURABLE : Synthèse ; **I. Méthode ; II. État des lieux ;** II.1. Des atouts environnementaux exceptionnels, II.2. un territoire globalement bien équipé... II.3. mais pas toujours durablement... II.4. avec des retards (sous-équipement et organisation) ; II.5. Conclusion de l'état des lieux ; **III. Pistes ; III.1. Une recommandation générale : la réalisation effective de plan et programmes en cours, notamment en matière de rattrapages des infrastructures ; III.2. Premier axe : les patrimoines comme socles d'un développement durable :** Agence du patrimoine naturel - Patrimoine historique et touristique - Tourisme de santé : thermalisme etc. ; **III.3. Deuxième axe : une ville rénovée, accueillante et rayonnante :** L'agence pour une reconquête des centres-villes - Construction et habitat durables - Structures d'accueil des jeunes - Structures d'accueil pour les handicapés et les personnes âgées - Création d'un palais des sports, des congrès et de la culture de 5.000 places - Projet de complexe de loisirs, de sports et de cultures ; **III.4. Troisième axe : des dynamiques de territoire autour des domaines d'excellence de la Guadeloupe :** Pôle santé et campus universitaire - Centre de ressource sur les risques avec une approche ludique du volcan et des risques naturels - Pôle maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables - Technopôle du numérique - Pôle d'excellence sportif - D'autres pôles identifiés ; **III.5. Quatrième axe : meilleure accessibilité interne et externe du territoire :** Création d'un marché d'intérêt régional (MIR) - Poursuite du maillage numérique, télévision numérique terrestre et mutualisation des antennes - Port en eaux profondes - Port de Basse-Terre - Cabotage pour le transport des personnes et des marchandises - Transport en commun en site propre - III.6. Une mission de suivi des EGOM ;

ATELIER N°4 - LA RENOVATION DU DIALOGUE SOCIAL ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE : GROUPE N°4.1 - RENOVATION DU DIALOGUE SOCIAL : Préambule ; Postulats de départ ; **A - CONTEXTE ; B - ÉTAT DES LIEUX ; I. Les contraintes institutionnelles et juridiques ;** I.1. Les définitions du dialogue social ; I.1.1. Le dialogue social selon l'OIT ; I.1.2. Le dialogue social selon les partenaires sociaux ; I.2. Les outils de la négociation collective ; I.2.1. Structure des entreprises en Guadeloupe ; I.2.2. État de la représentation du personnel ; I.2.3. L'exclusion de fait des organisations syndicales locales les plus représentatives dans les structures et organismes paritaires ; I.2.4. Le manque de couverture des entreprises par les organisations patronales ; I.3. État des lieux de la négociation collective ; I.3.1. La négociation interprofessionnelle ; I.3.2. La négociation de branche ; I.3.3. La négociation d'entreprise ; I.4. La prégnance des conflits collectifs du travail ; I.4.1. Les caractéristiques quantitatives et qualitatives des conflits collectifs ; I.4.1.1. Sur le plan quantitatif ; I.4.1.2. Sur le plan qualitatif ; **II. Les contraintes économiques, sociales et médiatiques ;** II.1. Les contraintes médiatiques ; II.2. Les contraintes économiques et sociales au niveau du territoire ; II.3. Les contraintes économiques et sociales au niveau de l'entreprise ; II.3.1. Les pratiques de direction ; II.4. Les difficultés liées aux incitations financières à l'embauche : une «*financiarisation*» de la fonction *Ressources humaines* ; II.4.1. L'exonération des charges patronales comme critère de choix des contrats de travail : la logique financière au détriment de la logique RH ; II.4.2. Les effets pervers d'une «*gestion par les chiffres*» : la course au volume dans les politiques d'emploi ; **III. Les ressorts historiques de la relation au travail ;** III.1. Le poids et la place de l'histoire ; III.1.1. La permanence du rapport de classes ; III.1.2. Une histoire locale qui ajoute une lecture «*raciale*» des relations de travail ; III.1.3. Un dialogue social tout aussi difficile en l'absence du facteur racial ; III.2. Les conséquences sur l'entreprise de cette empreinte historique ; III.2.1. La thèse du complot ou la méfiance à l'égard du «*Blanc*» ; III.2.2. La peur du tiers syndicaliste ou autre ; III.2.3. Travailler pour l'autre ou les difficultés à appréhender le «*travailler pour soi*» ; III.2.4. Un manque de transparence fréquent sur la création et la répartition des richesses de l'entreprise ; **IV. Les jeux d'acteurs ;** IV.1. Les acteurs en présence ; IV.2. Les facteurs aggravants des conflits ; IV.2.1. Une culture de la négociation insuffisamment partagée ; IV.2.2. Les conflits sociaux locaux comme révélateurs d'une «*société dissensuelle*» ; IV.2.3. Les conflits sociaux comme révélateurs d'une inquiétude sur l'avenir ; IV.3. Une évolution nécessaire du jeu social ; **C - PRECONISATIONS ; 1. Les pistes institutionnelles et juridiques ;** 1.1. Faire évoluer les outils institutionnels ; 1.1.1. Faire une place officielle aux organisations syndicales non représentatives au niveau national mais majoritaires sur le terrain ; 1.1.2. Agir sur les seuils d'effectif permettant la mise en place des institutions représentatives du personnel (IRP) ; 1.1.3. Accepter l'accompagnement des institutions représentatives du personnel, notamment les délégués syndicaux, par un membre de la direction du syndicat lors des négociations ; 1.2. Renforcer les moyens pour assurer une meilleure application du droit du travail dans les entreprises ; 1.2.1. Donner davantage de moyens à l'Inspection du travail ; **2. Les pistes économiques et politiques ;** 2.1. Développer les partenariats au niveau du territoire ; 2.1.1. Développer les branches professionnelles de façon à couvrir au maximum les entreprises et les salariés ; 2.2. Agir au niveau de l'entreprise ; 2.2.1. Développer la fonction Ressources humaines, notamment dans les petites et très petites entreprises, par la voie de la mutualisation des moyens ; 2.2.2. Mettre en place un accompagnement à la gestion d'entreprise obligatoire pour tous les secteurs d'activité ; 2.3. Développer la formation au dialogue social ; 2.3.1. Constituer une offre de formation commune et adaptée à destination des acteurs sociaux ; 2.4. Renforcer l'efficacité et la lisibilité de l'action politique en matière de dialogue social ; 2.4.1. Instaurer une rencontre annuelle avec les partenaires sociaux ; 2.4.2. Développer de nouvelles mesures incitatives à destination des entreprises citoyennes pour un développement local durable ; **3. Les pistes socio-culturelles ;** 3.1. Se mettre d'accord sur une vision commune d'un dialogue social ; 3.2. Faire évoluer les rapports au travail ;

ATELIER N°4 - LA RENOVATION DU DIALOGUE SOCIAL ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE (SUITE) : GROUPE N°4.2 - FORMATION PROFESSIONNELLE : 1. QUELQUES ELEMENTS DU CONTEXTE ; 1.1. État des lieux : Un effort considérable... pour des résultats inégaux... et un bilan mitigé ; 1.2. La gouvernance : une pluralité d'acteurs ; 1.2.1. L'État ; 1.2.2. Les Régions ; 1.2.3. Les partenaires sociaux ; 1.3. Le financement de la formation professionnelle continue : un système complexe ; 2. ECLAIRAGES SUR LA REFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ; 2.1. Renforcer le lien emploi-formation ; 2.2. Rendre le système plus juste ; 2.3. Renforcer l'efficacité du système ; 2.4. Rendre l'individu acteur de son parcours professionnel ; 3. PROBLEMATIQUES ; 3.1. La gouvernance ; 3.1.1. Un entrecroisement des compétences ; 3.2. L'offre de formation professionnelle ; 3.2.1. Le PRDF, un document encore trop général ; 3.2.2. Une carte des formations peu réactive ; 3.2.3. Un manque d'évaluation ; 3.3. L'orientation ; 3.3.1. Un foisonnement peu propice à la lisibilité ; 3.3.2. Le poids des représentations et la méconnaissance des métiers et du monde du travail ; 3.4. La validation des acquis de l'expérience (VAE) ; 3.4.1. Une démarche encore insuffisamment utilisée ; 3.4.2. Un dispositif qui se heurte à des blocages et réticences ; 3.4.3. Un pilotage déficient ; 3.4.4. Une dispersion des lieux d'information et une qualité d'information hétérogène ; 3.4.5. Un accompagnement insuffisant ; 4. PROPOSITIONS ; 4.1. La gouvernance ; 4.1.1. Renforcer la Région dans son rôle de pilotage ; 4.1.2. Construire une approche territoriale de l'emploi et de la formation ; 4.1.3. Améliorer l'articulation entre offres de formation et besoins des entreprises ;

ATELIER N°5 - LA GOUVERNANCE (ÉVOLUTIONS INSTITUTIONNELLES LOCALES ET ADAPTATION DES ADMINISTRATIONS CENTRALES) : I. PREAMBULE ; II. METHODOLOGIE ; III. LES CONTRIBUTIONS AUX ÉTATS GENERAUX ; A- Les organismes socio-professionnels ; B- Les partis politiques ; C- Les collectivités régionale et départementale ; D- La synthèse des opinions individuelles ; 1°- Le courant en faveur de l'indépendance immédiate ; 2°- Les solutions inspirées de la Constitution ; IV. LA FONCTION PUBLIQUE A L'ÉPREUVE DE LA GOUVERNANCE ; V. UN POUVOIR DE DECISION RENFORCÉ AU SERVICE DES CONCLUSIONS ADOPTÉES PAR LES AUTRES ATELIERS ; VI. RECOMMANDATIONS ;

ATELIER N°6 - L'INSERTION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER DANS LEUR ENVIRONNEMENT REGIONAL : L'ASPECT POLITIQUE ; Introduction ; Historique et évolution des différents régimes juridiques ; Les enjeux et les défis ; L'état actuel des différents régimes et leurs limites ; Les RUP, victimes de l'autisme des autorités de l'union européenne dans les négociations des APE ; La délimitation des zones maritimes et la mise en place d'une politique adaptée ; **LES ASPECTS JURIDIQUES ;** Constat ; Le projet dit OHADAC - *Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires dans la Caraïbe* ; La délivrance des visas : constat et préconisations ; L'immigration clandestine : constat et préconisations ; **L'ASPECT ECONOMIQUE ;** Introduction ; L'insertion régionale à l'heure des faits économiques ; Des résultats assez décevants ; Comment faire évoluer ces échanges ? ; Recommandations et conclusion ; **LA COOPERATION REGIONALE ;** Plus de coopération pour insérer davantage et mieux la Guadeloupe dans son environnement géographique ; État des lieux de la coopération régionale ; Le bilan de la coopération régionale ; Une coopération qui affiche des résultats prometteurs mais encore confrontée à de nombreux obstacles ; Les préconisations ;

ATELIER N°7 - L'EGALITE DES CHANCES, LA PROMOTION DE LA DIVERSITE ET L'INSERTION DES JEUNES : CONTEXTE GENERAL; Notre méthodologie; Notre ambition; **Égalité des chances**; Education; Formation; Constat; Préconisations; Logement; Constat; Des inadaptations constatées dans l'offre de logement; Préconisations; Le logement comme vecteur essentiel de l'insertion; Couverture sociale et sante; Deux dispositifs phares pour la prise en charge des personnes désocialisées ou en voie de désocialisation; Vers une meilleure organisation du système de santé; Sports et culture; Propos introductif; Le sport doit être considéré comme un support culturel au même titre que la musique, le patrimoine etc.; Le constat en matière d'éducation physique et sportive; La pratique sportive au service de l'épanouissement de l'individu; Une offre culturelle au service de la construction de notre identité; L'emploi; Les principales pistes qui ont été dressées; L'accès à l'information et aux transports; Les préconisations de notre atelier; Des propositions spécifiques; **La famille**; L'aide à la parentalité; L'éducation, la formation; La construction du lien avec les jeunes à retrouver; Redonner aux aînés et aux retraités toute leur place dans notre société; **L'insertion des jeunes**; Contexte général de l'insertion des jeunes; Propositions issues de la commission *Insertion des jeunes*; Un public spécifique: «*Les Border Line*»; Deux propositions spécifiques pour sortir les «*border line*» de leur précarité; **La promotion de la diversité**; État des lieux; Ce qui se fait, pour qui et avec qui? (le positif); Ce qui semble poser problème; Ce qu'il convient d'améliorer; Ce qu'il faut inventer, construire ou reconstruire; **LES ONZE PRECONISATIONS DE LA COMMISSION**; **Conclusion**;

ATELIER N°8 - L'IDENTITE, LA CULTURE ET LA MEMOIRE : QUELLE DEMARCHE PRIVILEGIER ?; Préambule; Synthèse globale; Education et formations culturelles; Patrimoine matériels et immatériels; Communication, diffusion et organisations culturelles; Développement; 1. Mémoire et identité; 2. Problèmes structurels; 3. Politiques culturelles;

Conclusion générale



ACCD'OM
Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

971 - Saint-Martin

[2] Rapports des ateliers des EGOM à Saint Martin

[2A] Atelier n°1 : Formation des prix, circuits de distribution et pouvoir d'achat

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090805-99.pdf>

Dix pages

Le contexte ; La méthode ; Synthèse globale ; Distribution ; Transport ; Consommation

[2B] Atelier n°2 : Productions locales et conditions d'un développement endogène

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090805-98.pdf>

Quinze pages

Propos liminaires ; L'analyse globale ; Principaux constats ; Propositions ; Annexes

[2C] Atelier n°3 : Égalité des chances - Promotion de la diversité - Insertion des jeunes

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090805-97.pdf>

33 pages

Présentation ; Les mesures en faveur de l'éducation, de l'emploi et du développement économique ; Partie 1 - Compte rendu des auditions par thèmes ; la problématique des jeunes ; Comment créer les conditions d'une réelle égalité des chances ; Partie 2 : Synthèse par thèmes ; Partie 3 - Annexes

[2D] Synthèse générale des EGOM à Saint-Martin

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090805-96.pdf>

20 pages

Avant-propos ; **Axe 1 - Favoriser le développement économique de Saint-Martin ; Sous-axe 1-1 - Créer les conditions nécessaires au développement économique de Saint-Martin en matière de productions locales et de services** ; Objectif 1 - Créer de véritables filières de productions locales à Saint-Martin en matière de pêche, d'agriculture et d'élevage ; Objectif 2 - Lever les freins au développement économique de Saint-Martin, qu'ils soient de nature juridique, administrative et financière ; Objectif 3 - Créer une véritable économie de services, notamment dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication et les énergies renouvelables ; **Sous-axe 1-2 - Rechercher une baisse des prix et une meilleure appréciation des prix à Saint-Martin** ; Objectif 4 - Comment influencer à la baisse les prix fixés par les distributeurs à Saint-Martin , Objectif 5 - Comment mesurer l'impact du transport dans le prix au consommateur ; Objectif 6 - Favoriser toutes les marges de manœuvre susceptibles de contribuer à une baisse des prix ou leur meilleure acceptation par le consommateur ; **Axe 2 - Comment promouvoir la diversité, l'éducation et la formation pour construire un avenir commun** ; Objectif 7 - Améliorer la formation pour un meilleur accès à l'emploi ; Objectif 8 - Adapter l'enseignement scolaire aux réalités socio-culturelles de Saint-Martin ; Objectif 9 - Connaître et satisfaire les besoins d'une nombreuse population jeune et trop souvent désœuvrée ou en difficulté ; Objectif 10 - Rechercher les conditions d'une véritable égalité des chances ; **Annexes**



ACCD'OM
Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

972 - Martinique

[3] Rapports des ateliers des EGOM en Martinique

[3A] Atelier n°1 : Formation des prix, circuits de distribution et pouvoir d'achat

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090731-79.pdf>

50 pages

Les membres de l'atelier et les experts entendus ; Méthode et calendrier des sessions ; La méthode en 6 points ; Le calendrier des rencontres (hors rencontres internes à l'atelier) ; Principales problématiques ; **Fiche 1 : information, communication, éducation et formation des consommateurs** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 2 : observatoire des prix et des revenus** ; États des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 3 : structuration des marchés** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 4 : modernisation des petits commerces** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions ; Moyens et outils ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 5 : plates formes logistiques** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 6 : continuité territoriale des marchandises** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; **Fiche 7 : port d'éclatement** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 8 : réforme du dispositif d'octroi de mer** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 9 : modulation des prix des conteneurs** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 10 : baisse de l'ensemble des coûts liés au fonctionnement du port et sanctuarisation du port** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires & échancier de mise en œuvre ; **Fiche 11 : monopoles et oligopoles** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Fiche 12 : communication sur les surcoûts et les économies d'échelle** ; État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre ; **Annexes** ; Liste des propositions recueillies lors des réunions publiques ; Propositions hors réunions publiques (Internet et autres)

[3B1] Atelier n°2 : Productions locales et développement endogène
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-99.pdf>

34 pages

PREAMBULE ; **1. L'agriculture** ; 1.1. Eléments de contexte ; 1.2. Problématiques identifiées ; 1.3. Pistes de solutions proposées ; 1.3.1. Le foncier ; 1.3.2. La production ; 1.3.3. La Commercialisation ; 1.3.4. Le social ; 1.3.5. Zoom sur la structuration des filières ; Les usages mineurs dans la canne à sucre ; Le besoin de visibilité des entreprises ; **2. La Pêche** ; 2.1. Eléments de contexte ; 2.2. Problématiques identifiées ; 2.3. Pistes de solutions proposées ; 2.3.1. La production ; 2.3.2. La commercialisation ; **3. L'Industrie** ; 3.1. Eléments de contexte ; 3.2. Problématiques identifiées ; 3.3. Pistes de solutions proposées ; 3.3.1. La production ; 3.3.2. La commercialisation ; 3.3.3. Zoom sur la biodiversité ; **4. L'Artisanat** ; 4.1. Eléments de contexte ; 4.2. Problématiques identifiées ; 4.3. Pistes de solutions proposées ; 4.3.1. La production ; 4.3.2. Le social ; **5. Les services** ; 5.1. Eléments de contexte ; 5.2. Problématiques identifiées ; 5.3. Pistes de solutions proposées ; 5.3.1. La production ; 5.3.2. Le social ; CONCLUSION

[3B2] Atelier n°2 : L'agriculture martiniquaise
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-98.pdf>

11 pages

État des lieux ; Données générales ; Une production dominée par deux grandes cultures exportatrices : banane et canne ; Les distilleries ; Les autres cultures ; Répartition des cultures ; Structure d'âge des exploitants ; L'élevage ; Un marché local largement importateur

[3C] Atelier n°3 : Les grands projets structurants et les conditions du développement durable
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-97.pdf>

52 pages

Avant-propos méthodologique - L'organisation de l'atelier n°3 ; Vue d'ensemble - Les 12 sessions de l'atelier n°3 en bref ; Les comptes-rendus ; Séance d'inauguration ; Politique de l'environnement ; Energies renouvelables et politique énergétique ; La politique foncière ; Recherche et innovation ; La santé ; Le transport ; La biodiversité ; Le tourisme ; Les technologies de l'information et de la Communication ; Milieux littoraux et marins ; Les contributions complémentaires ; Conclusion générale des présidents et des rapporteurs

[3D] Atelier n°4 : Rapport final

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-96.pdf>

3 pages

Problématiques identifiées ; Les actions proposées ; Organisation ; Formation

[3E] Atelier n°5 : Gouvernance, évolution institutionnelle, adaptation des administrations centrales

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-95.pdf>

5 pages

Introduction ; Thème 2 - La question de l'évolution statutaire ; Thème 3 - Vers une consultation populaire ; Thème 4 - L'organisation de la collectivité unique martiniquaise ; Conclusion

[3F] Atelier n°6 : Présentation

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-94.pdf>

5 pages

Economie ; Système éducatif ; Média ; Santé ; Missions diplomatiques et consulaires ; Institutions ; Transports maritimes de marchandises ; Visas

[3G1] Atelier n°7 : Le contrat évolution des cadres

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-93.pdf>

2 pages

1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Moyens et outils nécessaires ; 5. Echancier de mise en œuvre

[3G2] Atelier n°7 : Petite enfance - problèmes de société : quelle intervention ?

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-92.pdf>

1 page

1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Moyens et outils nécessaires ; 5. Echancier de mise en œuvre

[3G3] Atelier n°7 : Evaluation des politiques de l'emploi
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-91.pdf>

2 pages

1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Moyens et outils nécessaires ; 5. Echancier de mise en œuvre

[3G4] Atelier n°7 : Égalité des chances - Promotion de la diversité - Insertion des jeunes
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-90.pdf>

1 page | État des lieux ; Problématiques s'y rapportant

[3G5] Atelier n°7 : Connaissance et reconnaissance de l'entreprise dès l'école
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-89.pdf>

2 pages

État des lieux ; Problématiques identifiées ; Pistes de solutions proposées ; Moyens et outils nécessaires ; Echancier de mise en œuvre

[3G6] Atelier n°7 : Contribution des entreprises martiniquaises à l'insertion professionnelle : École de la deuxième chance
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-88.pdf>

Deux pages

1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Moyens et outils nécessaires ; 5. Mise en œuvre

[3G7] Atelier n°7 : 7 axes prioritairement et 36 mesures préconisées
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-87.pdf>

Trois pages

I - Conforter les structures associatives, sportives et des travailleurs sociaux (7 mesures) ;
II - Accompagner les familles (6 mesures) ; III - Promouvoir les élites locales (7 mesures) ;
IV - Développer une nouvelle approche du travail et de l'entreprise (4 mesures) ;
V - Mettre en œuvre une action spécifique sur des publics prioritaires (5 mesures) ;
VI - Relancer vigoureusement le logement social (3 mesures) ; VII - Elever notre ambition à la hauteur d'un site martiniquais d'exception : Saint-Pierre (4 mesures)

[3G8] Atelier n°7 : L'internat d'excellence

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-86.pdf>

Trois pages | 1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Moyens et outils nécessaires ; 5. Echancier de mise en œuvre

[3G9] Atelier n°7 : Un grand projet pour le nord-Martinique

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-85.pdf>

Deux pages | 1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Moyens et outils nécessaires ; 5. Echancier de mise en œuvre

[3G10] Atelier n°7 : Égalité des chances, promotion de la diversité, insertion des jeunes

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-84.pdf>

Une page | 1. État des lieux ; 2. Problématiques s'y rapportant

[3G11] Atelier n°7 : De l'urgence à mettre en place des structures de prise en charge des familles en difficulté du fait de la toxicomanie

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-83.pdf>

Trois pages | 1. État des lieux ; 2. Problématiques identifiées ; 3. Pistes de solutions proposées ; 4. Echancier de mise en œuvre

[3G12] Atelier n°7 : Plan d'action pour l'insertion des jeunes

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-82.pdf>

Une page | Contexte ; Objectifs visés ; Description sommaire ; Bénéficiaires du projet ; Partenaires associés ; Résultats attendus ; Indicateurs de résultats

[3H1] Atelier n°8 : Le patrimoine immatériel en Martinique

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-81.pdf>

Une page

[3H2] Atelier n°8 : Etre Martiniquais aujourd'hui. Repères pour le débat

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-80.pdf>

Une page

[3H3] Atelier n°8 : La violence

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-79.pdf>

Dix pages

I - État des lieux ; II - Les moyens d'action ; III - Les problématiques identifiées ; IV - Quelques actions proposées ; V - Les cibles retenues ; VI - Le financement

[3H4] Atelier n°8 : L'éducation et la formation

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-78.pdf>

Quatre pages

Introduction ; 1. Un projet politique ; 2. Un projet pédagogique ; 3. Un projet social ; Conclusion

[3H5] Atelier n°8 : La prise en compte de l'identité

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-77.pdf>

Quatre pages | Contenu institutionnalisé... Humanisé par le droit... Pérennisé par la fiscalité

[3H6] Atelier n°8 : L'action culturelle

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-76.pdf>

Trois pages

[3H7] Atelier n°8 : Note relative à l'accès aux fonctions de direction et d'encadrement des Martiniquais dans les administrations et les entreprises

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-75.pdf>

Deux pages | Effet immédiat : Pourvoir les postes de direction ; Effet différé ; Effet à plus long terme

[3H8] Atelier n°8 : Synthèse de l'atelier «*Culture, identité, mémoire, éducation, formation*»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090821-74.pdf>

Six pages

Culture et identité ; Affirmations de principe ; Propositions ; Mémoire ; Affirmation de principe ; Propositions ; Education - Formation ; Affirmations de principe ; Propositions ; Etre Martiniquais aujourd'hui ; La violence ; Affirmations de principe ; Propositions

973 - Guyane

[4A] Rapport de synthèse général des EGOM en Guyane

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090724-89.pdf>

46 pages

[4B] Annexes du rapport

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090724-88.pdf>

161 pages

Après deux mois et demi de travaux, les EGOM en Guyane s'achèvent. Les deux rapporteurs généraux, Olivier HUISMAN et Muriel ICARE-NOUREL, nous livrent, dans un rapport de synthèse détaillé, le résultat des réflexions menées par chacun des 8 ateliers. Le rapport final des EGOM en Guyane présente quatre grands axes stratégiques décomposés en 29 fiches-objectifs : **Axe n°1 : Produire la connaissance et former les hommes ; Axe n°2 : «Booster» le développement économique.** Cet axe comporte deux sous-axes : Axe n°2-1 : Créer les filières endogènes nécessaires au développement économique du territoire ; Axe n°2-2 : Créer les coopérations nécessaires à l'élargissement du marché ; **Axe n°3 : Promouvoir la diversité, la culture, la mémoire, pour construire une identité et un avenir commun ; Axe n°4 : Faire le choix d'une gouvernance moderne.**



ACCD'OM

Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

974 - La Réunion

[5] Synthèse générale des EGOM à La Réunion

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-81.pdf>

46 pages | Résumé ; Première partie : cinq constats (Vitalité des entreprises - Un million d'habitants en 2030 - Taux de chômage le plus élevé d'Europe - Nombre de RMistes alarmant - 100.000 illettrés) ; Deuxième partie : cinq priorités (Répondre à l'urgence sociale - Cohésion sociale et culturelle - Cohésion spatiale - Cohésion régionale - Cohésion politique)

[6] Rapports des ateliers des EGOM à La Réunion

[6A] Atelier n°1 : Formation des prix, circuits de distribution et pouvoir d'achat

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-89.pdf>

79 pages | **1. CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL ; 1.1. Les ménages s'interrogent sur la baisse de leur pouvoir d'achat et sur les prix excessifs des produits ; 1.1.1. La perception d'une baisse de leur pouvoir d'achat par les ménages ; Des raisons psychologiques à cette perception négative générale ; Des raisons plus sensibles pour les ménages les plus modestes ; 1.1.2. Les conséquences sociales ; La *Cosparisation* du débat ; Les raisons de la suspicion vis-à-vis des entreprises ; Des statistiques manquent encore, mais elles se développent rapidement ; 1.1.3. Aujourd'hui la situation évolue mais la défiance reste ; L'inflation diminue ! ; Le jeu de la défiance locale avec l'appel à l'État ; 1.2. Les entreprises dans un jeu d'acteurs complexe ; 1.2.1. Les négociations s'engagent, les premières signatures arrivent ; Claquage de porte et proposition d'accord intermédiaire préfectoral ; Fin du mois de mars : le protocole d'accord intermédiaire du *Cospar* ; Enfin le temps des signatures ; Des résultats variables selon les domaines ; 1.2.2. Les accords, la crise et les entreprises ; Le développement de la crise économique ; Les entreprises réagissent ; 1.2.3. Les statistiques sur les résultats des entreprises ; Des données sectorielles ; Les marges du commerce ? ; Des études de rentabilité comparée ; 1.3. Mise en perspective du contexte actuel ; Des inquiétudes des années 1960 au libéralisme économique ; Les changements dans le système de distribution ; De nouveaux produits et une nouvelle consommation ; 2. LES MESSAGES EXPRIMES ET LES PROPOSITIONS RECUEILLIES ; 2.1. Les modes d'expression du public ; Des débats publics assez peu populaires ; Des contributions écrites ; Le public rencontré ; 2.2. Les caractéristiques générales des propositions ; L'influence du modèle de gouvernance ; L'intervention de l'État est fortement souhaitée ; De «*la baisse des prix à tout prix*» à des propositions plus équilibrées ; 2.3. Les propositions exprimées ; 2.3.1. Le retour à la confiance ; Le besoin de transparence ; Le contrôle des prix et des marges, la lutte contre les pratiques abusives ; Le besoin de proximité ; 2.3.2. Une exigence d'équité ; La continuité territoriale ; La baisse de la fiscalité ; 2.3.3. Un nouveau mode de développement à la Réunion ; Favoriser le développement de la production locale ; S'ouvrir sur l'environnement**

régional ; 2.3.4. Améliorer le pouvoir d'achat des plus défavorisés ; Augmenter les revenus des plus modestes ; Apprendre à maîtriser les dépenses de consommation ; **3. LE PROJET DU GROUPE** ; **3.1. Une approche «durable»** ; **3.2. Il faut d'abord restaurer la confiance** ; Mesure 1. Un système économique plus lisible et plus transparent ; **3.3. Une réflexion générale à conduire sur la fiscalité et son rôle** ; Mesure 2. Une réflexion pour une révision de la fiscalité ; **3.4. Augmenter l'efficacité de notre système économique** ; 3.4.1. Renforcer la production locale ; Mesure 3. Organiser une production locale innovante ; 3.4.2. Adapter les circuits de distribution ; Mesure 4. Développer pour anticiper les changements de la distribution ; **3.5. Favoriser le développement humain** ; 3.5.1. Renforcer la situation des consommateurs ; Mesure 5. Renforcer le pouvoir des consommateurs ; 3.5.2. Favoriser la mobilité qui développe les hommes ; Mesure 6. «Faire bouger» pour développer les hommes ; 3.5.3. Une diminution des inégalités au profit des plus modestes ; Mesure 7. Réduire les inégalités pour rétablir l'équité sociale ; **3.6. Le cas des carburants** ; Une situation délicate entre hausse des prix et efficacité écologique ; Quelles actions envisager ? ; Une taxe carbone sur les carburants à la pompe ? ; **ANNEXES DU TEXTE** ; Annexe 1. Un nouvel OVNI dans le ciel réunionnais : la transparence des prix ? ; Annexe 2. Une 63e revendication ? ; Annexe 3. Une petite économie insulaire et ses paradoxes ; Annexe 4. Les différents modèles de gouvernance ; Annexe 5. La fixation des prix est libre, en principe ; Les contributions des participants

[6B] Atelier n°2 : Productions locales et conditions d'un développement endogène

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-88.pdf>

24 pages | Résumé ; I. Qu'entend-on par productions locales et développement endogène ? ; II. Des propositions résultant de l'expression de chacun et de l'expertise de tous ; III. Des propositions regroupées autour d'enjeux communs à tous les thèmes de l'atelier ; IV. Des propositions capitalisant le cheminement de la Réunion autour de 3 volontés ; V. Des propositions phares par thème, aux déclinaisons opérationnelles d'ores et déjà réfléchies lors des échanges de l'atelier ; V.1. Thèmes des productions locales ; Agriculture et Agro-alimentaire, Pêche ; Artisanat ; BTP - Bâtiment et Travaux Publics ; Commerce ; Services ; TIC - Technologies de l'information et de la communication ; Tourisme ; V.2. Thèmes des conditions d'un développement endogène ; Consommation ; Esprit de conquête ; Foncier ; Formation ; Innovation ; Optimisation d'outils financiers et fiscaux

[6C] Atelier n°3 : Quels grands projets structurants promouvoir pour permettre un développement durable en outre-mer ?

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-87.pdf>

62 pages (attention : le texte de ce rapport ne peut être copié-collé, ce qui n'est guère pratique pour faire circuler des idées et alimenter un débat)

Résumé ; Introduction ; Première partie : Que faut-il entendre par «grand projet structurant» ? ; Deuxième partie : De la notion de développement durable appliquée aux grands projets structurants ; Troisième partie : Quatre axes stratégiques pour un développement durable de La Réunion ; Quatrième partie : L'évaluation partenariale, pierre de touche du nouveau projet de territoire ; Conclusion ; Annexes ; I - Des projets emblématiques ; II - Eléments de langage de Jean-Pierre Avril ; III - Propositions de mesures normatives, fiscales ou financières

[6D] Atelier n°4 : Rénovation du dialogue social, formation professionnelle, emploi

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-86.pdf>

21 pages | PREAMBULE ; Synthèse des propositions de l'atelier 4 ; **THEME 1 : EMPLOI** ; I. La situation de l'emploi ; 1.1 Eléments de contexte et problèmes posés ; 1.2 Appréciations générales des participants ; II. Les propositions des participants ; 2.1 Lutter contre le chômage ; 2.2 Faciliter l'accès des réunionnais aux postes d'encadrement ; **THEME 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE** ; I. La situation de la problématique formation ; I.1 Eléments de contexte et problèmes posés ; 1.2 Appréciation générale des participants ; II. Propositions des participants ; 2.1. Les leviers à actionner ; 2.2. Les priorités ; 2.3. Les actions concrètes à mener ; **THEME 3 : RELATIONS PROFESSIONNELLES** ; I. La situation du dialogue social ; 1.1 Eléments de contexte et problèmes posés ; 1.2 Appréciation générale des participants (telle qu'elle ressort des consultations et contributions) ; II. Les propositions avancées ; 2-1 Les principes ; 2-2 Les propositions

[6E] Atelier n°5 : Gouvernance, évolutions institutionnelles locales et adaptation des administrations centrales

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-85.pdf>

13 pages | Préambule ; Résumé ; **CHAPITRE 1 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE ET TERRITORIALE DE LA REUNION** ; Section A : Appartenance et intégration à la République française ; Section B : Faire du niveau régional, le niveau de pilotage des politiques publiques ; 1/ Assemblée territoriale unique ? ; 2/ Rôle accru du préfet et renforcement de la déconcentration ; 3/ Evaluation des politiques publiques ; Section C : Renforcement des contrôles et meilleure coordination ; 1/ Le Contrôle de la légalité ; 2/ La Chambre régionale des comptes ; 3/ La Délégation générale à l'outre-mer - *DéGéOM* ; 4/ Secrétariat ou ministère des outre-mers ? ; Section D : Expérimentation : des outils à utiliser ; 1/ Article 72 alinéa 4 de la Constitution ; 2/ Article 299-2 du traité d'Amsterdam ; **CHAPITRE 2 : PROXIMITE ET ETHIQUE POUR UN MEILLEUR EXERCICE DE LA DEMOCRATIE** ; Section A : Redécoupage des communes ; Section B : Etablissements publics de coopération intercommunale - *EPCI* ; Section C : Ethique : propositions ; 1/ Disponibilité et non cumul ; 2/ Formation des agents territoriaux et des élus ; 3/ Meilleure information et transparence ; 4/ Inéligibilité des élus et charte d'engagement ; Section D : Parité ; **CHAPITRE 3 : LA REUNION, REGION ULTRAPERIPHERIQUE, SON ENVIRONNEMENT REGIONAL ET INTERNATIONAL** ; Section A : La Réunion : région ultrapériphérique ; Section B : La coopération régionale et internationale ; Conclusion ; Annexes ; Liste des contributions, bilan des questionnaires, synthèse Internet

[6F] Atelier n°6 : L'insertion de La Réunion dans son environnement régional

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-84.pdf>

20 pages | I - **UNE INSERTION LIMITEE DANS UN ENVIRONNEMENT REGIONAL EN MUTATION** ; 1-1 : La Réunion est faiblement intégrée à son environnement régional ; 1-1-1 : La Réunion, enclave développée dans le sud ouest de l'océan Indien ; 1-1-2 : Une faible intégration dans les échanges ; 1-1-3 : La Réunion est marginalisée au plan politique malgré la

place prépondérante de la France et de l'Europe dans l'océan Indien ; I-2 : Les causes : une RUP au milieu d'États ACP indépendants ; I-2-1 : Les conséquences du statut de collectivité locale de la France et de l'Union européenne ; 1-2-2 : Une structure économique surtout tertiaire, peu tournée vers l'exportation ; I-2-3 : Un contexte régional peu propice à l'intégration ; I-3 : Un contexte en mutation ; I-3-1 : La mondialisation et l'évolution des échanges internationaux ; I-3-2 : L'émergence de puissances et d'organisations régionales, l'avancée des grandes puissances menacent la prééminence française et européenne dans l'océan Indien ; I-3-3 : Une coopération active mais dispersée au départ de La Réunion ; **II - FAIRE DE L'INSERTION REGIONALE DE LA REUNION LE MOTEUR D'UN CODEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE SUD OUEST DE L'OCEAN INDIEN** ; II- 1 : Une insertion au service du développement de la Réunion ; II-1-1 : Insérer La Réunion dans les échanges économiques ; II-1-2 : Insérer La Réunion dans les échanges humains ; II-1-3 : Insérer La Réunion dans les financements ; II-2 : Une insertion au service du co-développement durable des pays de la région ; II-2-1 : Au plan multilatéral : le développement d'un espace régional ; II-2-2 : Au plan bilatéral : des partenariats privilégiés avec certains pays ; II-3 : Une insertion au service de l'influence française et européenne dans le sud ouest de l'océan Indien ; II-3-1 : Renforcer la présence française ; II-3-2 : Une ambition pour l'Union européenne dont La Réunion est une «*frontière active*» dans l'océan Indien ; II-4 : Les moyens politiques et financiers de l'insertion régionale ; II-4-1 : Insérer La Réunion dans le droit ; II-4-2 : La gouvernance de l'insertion régionale ; II-4-3 : Les financements : se donner les moyens d'une grande ambition ; Annexes

[6G] Atelier n°7 : Égalité des chances, promotion de la diversité et l'insertion des jeunes

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-83.pdf>

Sept pages | Égalité des chances ; Promotion de la diversité ; Insertion des jeunes ; Éléments de langage

[6H] Atelier n°8 : Identité, culture, mémoire

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-82.pdf>

18 pages | **I - Education / formation / recherche ; I - 1 - Enseignement de la langue régionale : le créole réunionnais** ; I - 2 - Enseignement/formation de et en culture réunionnaise et en cultures des pays de l'océan Indien ; I - 3 - Université de la Réunion ; I - 4 - Enseignement artistique ; I - 5 - Formation des élus et des cadres ; **II - Economie de la culture et développement** ; II -1 - Audiovisuel, radio et cinéma ; Télévision et radio du service public ; Production audiovisuelle et cinéma ; II - 2 - Le livre ; II- 3 - Territoire et actions culturelles ; II - 4 - Situation de l'artiste créateur et interprète ; Adaptation du régime d'assurance chômage des salariés intermittents du spectacle, salariés à employeurs multiples ; Guichet régional de la Maison des Artistes ; II - 5 - Le milieu associatif ; Réajustement des critères dans l'attribution des subventions (prise en compte du quantitatif) ; Exonération des charges sociales et fiscales pour les associations culturelles et sportives ; *Chèque Emploi Associatif* ; Transparence dans les attributions de subventions et sur la constitution de fonds de collection (comité artistique) ; II - 6 - Législation ; Loi du 1% pour les commandes publiques et les achats institutionnels ; Loi sur le financement public des sociétés SARL à objet culturel ; II - 7 - Création d'un centre de ressources des arts vivants et visuels ; II - 8 - Patrimoine matériel et immatériel ; II - 9 - Tourisme culturel et territoire ; **III - La Réunion dans le monde**

975 - Saint-Pierre- &-Miquelon

[7] Rapports des ateliers des EGOM à Saint-Pierre-et-Miquelon

[7A] Synthèse de l'atelier «*Identité et environnement régional*»
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090819-99.pdf>

4 pages

I - Une coopération régionale à exploiter ; A - Une intégration régionale modeste ; B - Les moyens d'améliorer la coopération ; II - La mise en valeur de la culture et de l'identité de l'archipel ; A - Une identité locale forte et à préserver ; B - La culture, enjeu de développement économique

[7B] Synthèse de l'atelier «*Travail, emploi et formation*»
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090819-98.pdf>

Cinq pages

I - Un dialogue social insuffisamment développé ; A - La faiblesse du dialogue social dans l'archipel est unanimement reconnue ; B - L'émergence d'un dialogue social est nécessaire ; **II - Favoriser une meilleure insertion des jeunes sur le marché du travail** ; A - Un certain nombre de difficultés fait toujours obstacle à l'insertion des jeunes ; B - La prise en compte de ces difficultés impose un investissement durable et coordonné ; **III - Le développement de l'accès à la formation professionnelle** ; A - Les difficultés du système actuel ; B - La conception d'un projet durable de formation professionnelle ; **IV - Accroître l'égalité des chances**

[7C] Synthèse de l'atelier «*Economie et développement*»
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090819-97.pdf>

Quatre pages

I - La desserte de l'archipel, enjeu fondamental du développement économique ; A - Des dessertes actuelles peu adaptées à la mise en valeur du territoire ; B - L'amélioration nécessaire de l'offre de transport maritime ; **II - Le pouvoir d'achat et la modernisation de l'archipel** ; A - Le besoin de transparence dans la formation des prix ; B - La modernisation de l'archipel

[7D] Synthèse de l'atelier «Le statut de Saint-Pierre-et-Miquelon»
<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090819-96.pdf>

Huit pages

I - Le diagnostic : des modes de gouvernance en question ; A - La complexité du statut national de l'archipel ; B - Les interrogations sur l'évolution du statut européen de l'archipel ; C - Le statut en matière de sécurité sociale : une organisation satisfaisante mais perfectible ;
II - Des éléments de solution : à la recherche d'un projet d'ensemble ; A - Au niveau national : clarifier la répartition des compétences et augmenter les moyens dévolus ; B - Au niveau européen : réfléchir à l'avenir du statut de l'archipel ; C - En matière de sécurité sociale : des études à mener



ACCD'OM
Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

976 - Mayotte

[8] Synthèse générale des EGOM à Mayotte

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090806-79.pdf>

236 pages

PREMIERE PARTIE : modalités d'organisation et principales conclusions des états généraux de l'outre-mer à Mayotte ; I - Les modalités d'organisation et les principales conclusions ; Introduction ; 1) La composition du comité de pilotage ; 2) Les ateliers ; **II - Synthèses des principales propositions des huit ateliers**

Synthèses de l'atelier 1 «Formation des prix» : Proposition n°1 : Réduire les prix sur une centaine de produits de première nécessité pour améliorer le pouvoir d'achat et relancer la consommation ; Proposition n°2 : «*Désenclavement aérien*» par la stimulation et le meilleur contrôle de la concurrence ; Proposition n°3 : Garantir des conditions de concurrence saines et équitables entre la petite et la grande distribution ; Proposition n°4 : Améliorer la régulation du marché : réglementation de certains tarifs ; Proposition n°5 : Renforcer le dispositif de contrôle de la concurrence : création d'une antenne de la DGCCRF et réalisation d'enquête de concurrence et de prix

Synthèses de l'atelier 2 «Productions locales» : 1. Reconnaître les acteurs de la production locale et promouvoir leurs produits ; 2. Dynamiser des filières de production locale ; 3. Soutenir les investissements liés au développement endogène ; 4. Garantir la réalisation du Plan Mayotte 2015

Synthèses de l'atelier 3 «Foncier» : 1. Créer un établissement public foncier ; 2. Faire aboutir la régularisation foncière ; 3. Sortir de l'indivision

Synthèses de l'atelier 4 «Développement économique et emploi durable» : 1 : Créer et développer les aides aux entreprises, en particulier à la création d'entreprises (couveuses et pépinières d'entreprises) ; 2 : Développer ou réactiver les filières structurantes locales ; 3 : Créer des zones d'activités déconcentrées ; 4 : Agir sur l'emploi par les aides à l'emploi (contrats aidés, alternance) et le travail temporaire ; 5 : Améliorer les infrastructures routières ; 6 : Organiser un réseau de transports en commun terrestre et maritime ; 7 : Créer les infrastructures et équipements sociaux ; 8 : Créer des outils d'aide à la décision économique et à la valorisation économique de Mayotte ; 9 : Former les cadres : «*coup de pouce à l'excellence*»

Synthèses de l'atelier 5 «*Dialogue social*» : 1 : Les retraites à Mayotte : Pour les salariés : Faire progresser le régime de base par une augmentation progressive du montant des retraites versées ; Favoriser la mise en place des régimes de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC ; Pour les travailleurs indépendants artisans commerçants, industriels ainsi que pour les exploitants agricoles : Mettre en place les régimes de retraite ; 2 : Dialogue social et évolution du droit du travail à Mayotte : Des dispositions du code actuel doivent être conservées ; Des dispositions sont transposables rapidement ; Des dispositions sont transposables progressivement

Synthèses de l'atelier 6 «*Formation*» : Première thématique : la formation initiale, qui a permis de revenir sur les conditions de scolarisation des jeunes de Mayotte et la scolarité de ces derniers, du primaire et du secondaire ; Deuxième thématique : l'enseignement supérieur, avec au premier chef le projet «*Université de Mayotte*» ; Troisième et dernière thématique : la formation professionnelle

Synthèses de l'atelier 7 «*Insertion régionale*» : Désenclavement aérien, maritime et numérique ; Développement socio-économique ; Santé, Social et Environnement ; Sport et Culture ; Education et Formation

Synthèses de l'atelier 8 «*Identité, mémoire et culture*» : A. Diagnostic et état des lieux ; B. Principales propositions : 1 - La création d'un *Centre du patrimoine mahorais* ; 2 - La création d'un *Institut de recherche sur les langues et des civilisations* ; 3 - La création d'une *Direction régionale aux affaires culturelles* ; 4 - La création d'un *Office départemental de la culture* ; 5 - la construction d'un réseau de salle de spectacles et de scènes

DEUXIEME PARTIE : les rapports des huit ateliers ; Atelier 1 «*Formation des prix, les circuits de distribution et le pouvoir d'achat*» ; Atelier 2 «*Productions locales et développement endogène (agriculture et pêche)*» ; Atelier 3 «*Foncier : droit du sol, transmission, régularisation cadastre et aménagement*» ; Atelier 4 «*Développement économique durable et emploi*» ; Atelier 5 «*Dialogue social*» ; Atelier 6 «*Formation*» ; Atelier 7 «*Environnement régional*» ; Atelier 8 «*Identité, culture et mémoire*» ; **Conclusion ; ANNEXES**



ACCD'OM
Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

987 - Polynésie française

[9] Rapport de synthèse général des EGOM en Polynésie française :

[9A] Organisation des EGOM en Polynésie française

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-99.pdf>

Quatre pages | 1 - Les dates-clefs ; 2 - L'organisation au niveau local ; 3 - Le déroulement ; 4 - Les moyens mis en œuvres

[9B] Comité opérationnel

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-98.pdf>

Huit pages | **Atelier 1 : Une crise essentiellement structurelle et peu conjoncturelle :** indices d'une grave crise à partir des années 2000. Essoufflement de la croissance économique qui ne couvre plus la croissance démographique. Baisse des emplois et des investissements. Omniprésence de l'interventionnisme économique des pouvoirs publics qui impacte la performance. Cohésion sociale et solidarité en Polynésie en situation de crise.

Atelier 2 : Le développement durable : un compromis entre une croissance économique génératrice de richesses et d'emplois, la solidarité et l'équité sociale et la préservation de l'environnement. La volonté d'une réelle rupture avec le passé. Des solutions devant inclure des réformes profondes, fondamentales et indispensables et non plus de simples ajustements.

Atelier 3 : Des constats par secteur de production (terrestres, marines, perlicoles, artisanales énergétiques, industrielles, touristiques). Une dépendance très forte de la Polynésie vis-à-vis de l'extérieur. Un ralentissement économique depuis 2000 : augmentation continue des importations, baisse des exportations, protection de l'activité productrice.

Atelier 4 : Une intuition confirmée : baisse de l'efficacité des institutions liée à une instabilité politique. Des interrogations sur l'exercice des compétences par la Polynésie française. Un constat unanime : les politiques publiques souffrent d'un déficit de visibilité sur le long terme.

Atelier 5 : Le système éducatif polynésien est en crise mais ce n'est pas faute de moyens. L'intercommunalité ne pourra pas se développer sans l'élaboration d'une loi de pays. La non-consommation des crédits alloués par l'État à la Polynésie est un problème récurrent. Les thèmes du partenariat technique et humain, de la santé, du logement et des services publics seront aussi abordés.

Atelier 6 : Une approche novatrice et dynamique : la culture polynésienne comme un facteur de développement économique et de cohésion sociale. Carence de données fiables et structurées sur le poids économique que représente le secteur culturel. Contraste entre le discours général de la promotion la culture polynésienne et la réalité où le soutien et la contribution gouvernementale sont très faibles.

Atelier 7 : Thème unique et spécifique à la Polynésie française mais faible participation de la société civile. Représentation surtout de personnes concernées d'où une expression des vécus et des interrogations dans l'émotion ou la polémique. Opportunité de faire le point sur le dossier du nucléaire et de bâtir une autre histoire. Un problème moral avec la nécessité d'une transparence et de vérité. La reconnaissance des responsabilités notamment sur le chapitre des conséquences sanitaires et environnementales. Devoir de mémoire, indemnisation des victimes, compensations économiques comme voies possibles de la réparation et de la reconnaissance.

[9C] Bilan des responsables

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-97.pdf>

Quatre pages

[9D] Phase de débat

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-96.pdf>

Huit pages

[9E] Dans les îles

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-95.pdf>

Une page

[9F] «*Il faut montrer que l'on existe*»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-94.pdf>

Deux pages

9G] Un premier bilan des 7 ateliers

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-93.pdf>

Deux pages

[9H] La population rentre dans la partie

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090828-92.pdf>

Deux pages

[10] Rapports des ateliers des EGOM dans l'Hexagone

[10A] Liste des groupes de travail

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-29.pdf>

Quatre pages | Liste et composition des six commissions (n°9 à 12) consacrées aux thématiques des FrançaisEs originaires de l'outre-mer et vivant dans l'Hexagone ; des huit commissions (n°1 à 8) consacrées aux thématiques des FrançaisEs vivant outre-mer

[10B] L'insertion des DOM dans leur environnement régional

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-28.pdf>

13 pages | Rapport de la commission n°1 (**ATTENTION : n°6 dans la trame standard !**) - Avant-propos ; **I - L'insertion des DOM dans leur environnement naturel se heurte à des obstacles de natures institutionnelle et historique** ; 1 - Les DOM sont exclusivement tournés vers la France et l'Union européenne - La départementalisation de 1946 accroît la dépendance - L'appartenance à l'Union européenne pose le problème des visas avec les pays ; 2 - La perception des DOM comme espaces privilégiés éloigne ces régions de leur environnement naturel ; **II - Pour inverser cette logique préjudiciable à tous, il convient que la France ait la volonté de penser un développement à long terme de ces territoires et les utilise pleinement pour affermir sa présence dans le monde** ; 1 - Tout comme la France au sortir de l'occupation, les régions ultramarines nécessitent la mise en place d'un plan de développement à moyen et à long terme ; 2 - L'accélération de ce processus historique nécessite la mise en place d'une *task force* dont la mission sera de recenser les dispositifs existants, souvent complexes et épars, de proposer, d'évaluer des programmes d'action et de rechercher les financements idoines ; Conclusion ; Synthèse

[10C] Rapport du groupe de travail «*Identité(s), culture et mémoire*»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-27.pdf>

Huit pages | Rapport de la commission n°2 (**ATTENTION : n°8 dans la trame standard !**) - **Introduction** (aire mezzocaribéenne française : Martinique, Guadeloupe et Guyane ; aire océanique : La Réunion, Mayotte, Polynésies et Micronésies françaises) ; **Constats** (Martinique : Sermac - Service municipal d'action culturelle, Festival de Fort-de-France, Omdac - Organisation martiniquaise pour le développement des arts et de la culture ; Guadeloupe : Écomusée Murat, Habitation La Ramée, Archipel - Scène nationale de la Guadeloupe, Mémorial ACTe - Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage, Pôle régional des arts du spectacle) ; **Propositions** (Préservation et transmission des traditions et mémoires ; Promotion de la création artistique dans et hors de nos îles ; La politique culturelle dans les départements d'outre-mer)

[10D] Rapport du groupe de travail «Productions locales et les conditions d'un développement endogène»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-26.pdf>

11 pages

Rapport de la commission n°3 (**ATTENTION : n°2 dans la trame standard !**) - **Introduction générale** ; §1 : Méthodologie - Objet du groupe de travail ; §2 : Diagnostic général de la nature des contraintes et des entraves au développement des DOM ; §3 : Le choix de l'analyse de certains grands secteurs de développement économique ; **Chapitre I - Le secteur des activités de l'agriculture et de l'agroalimentaire** ; Section 1 - Caractéristiques du secteur agricole ; 1 - Les faiblesses du secteur agricole ; 2 - Les atouts du secteur agricole ; Section 2 - Analyse des productions locales agricoles et agroalimentaires ; §1 - Les cultures maraîchères, vivrières et fruitières ; 1 - Caractéristiques des cultures maraîchères, vivrières et fruitières ; 2 - L'apport de ces cultures locales au développement endogène des DOM ; §2 - La pêche et l'aquaculture ; §3 - L'élevage et la production de viande ; §4 - La remise en question des productions traditionnellement exportables ; 1 - La canne à sucre ; 2 - La banane ; 3 - Observations concernant ces deux productions symboliques ; Section 3 - Propositions d'axes de développement de l'économie agricole des DOM ; §1 - Intérêt et conditions de l'obtention prioritaire d'une autonomie alimentaire ; §2 - La nécessité de rechercher la qualité des produits dans un environnement protégé ; §3 - L'utilisation de la complémentarité interrégionale dans le domaine agricole ; **Chapitre II - Le secteur du tourisme** ; Section 1 - Analyse des difficultés de l'exploitation touristique dans les DOM et notamment dans la Caraïbe ; §1 - Le constant : La qualité insuffisante du produit touristique ; §2 - Analyse des raisons des difficultés d'exploitation ; 1 - Les insuffisances de la politique touristique dans les DOM ; 2 - La dépendance à l'égard du marché français et les conséquences de la saisonnalité ; 3 - Le problème de la desserte aérienne ; Section 2 - Les orientations d'une politique d'amélioration des conditions d'exploitation du secteur du tourisme ; §1 - Quels modes de tourisme faut-il privilégier ? ; 1 - Le tourisme en hôtellerie «*haut de gamme*» et le tourisme en hébergement de masse ; 2 - Le tourisme en gîtes ou chez l'habitant ; §2 - Propositions pour sauvegarder et améliorer la filière touristique ; **Chapitre III - Les autres activités du secteur tertiaire et le secteur semi-industriel** ; Section 1 - Analyse d'ensemble du secteur tertiaire ; Section 2 - Analyse d'ensemble du secteur semi-industriel ; Section 3 - Propositions d'axes de développement du secteur semi-industriel ; 1 - Les activités de petites industries traditionnelles existantes ; 2 - Les activités semi-industrielles de production agricole et alimentaire ; 3 - Propositions de développement de secteurs semi-industriels plus innovants ; Section 4 - Les possibilités de développement dans le secteur de l'énergie renouvelable ; **Chapitre IV - Développement de l'esprit d'entrepreneuriat** ; Section 1 - Rétablir la confiance des populations des DOM dans l'avenir et dans l'esprit du risque d'entreprise ; Section 2 - Favoriser la formation professionnelle et l'insertion des jeunes ; §1 - La formation professionnelle pour tous et particulièrement pour les jeunes ; §2 - L'insertion des jeunes dans la vie professionnelle des DOM ; Section 3 - L'innovation dans la production de biens et de services pour un marché ciblé ; Section 4 - L'accompagnement des entrepreneurs

[10E] Rapport du groupe de travail «*Rénovation du dialogue social et formation professionnelle*»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-25.pdf>

5 pages | Rapport de la commission n°4 - **Partie 1 - Libérer le dialogue social de ses chaînes** ; 1.1. Diagnostic et analyse ; 1.2. Recommandations (1. Solidifier le tissu économique de l'outre-mer ; 2. Plan d'urgence pour les entreprises sous conditions d'emploi ; 3. L'égalité des chances doit devenir une réalité - Un service public à hauteur des besoins - Une continuité territoriale ; 4. Eclaircir et adapter la législation et la réglementation relatives à la représentativité syndicale en outre-mer ; 5. Cycle de formation au dialogue social) ; **Partie 2 - Libérer la formation professionnelle de ses entraves** ; 2.1. Diagnostic et analyse ; 2.2. Propositions et recommandations (1. Etude approfondie sur la formation professionnelle en outre-mer - Evaluation en continu du système et des résultats ; 2. Réalisation effective de la formation tout au long de la vie en outre-mer ; 3. Formation pour tous à la préparation aux concours des fonctions publiques ; 4. Réduire les coûts de déplacements et d'hébergement)

[10F] Égalité des chances - Insertion des jeunes - Diversité

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-24.pdf>

12 pages | Rapport de la commission n°5 (**ATTENTION : n°7 dans la trame standard !**) - **A) Préambule** ; **B) Notre diagnostic** ; 1) L'inégalité des conditions de développement (chances de départ) ; 2) L'inégalité de promotion des plus méritants ; 3) L'inégalité dans la représentations ; 4) L'inégalité dans la réalisation des ambitions, dans la prise d'initiative, dans la construction de l'autonomie ; 5) L'inégalité de la prise en charge des publics les moins performants ; **C) Nos propositions** : Création d'un internat d'excellence par collectivité ; Développement à grande échelle des conventions type Henri-IV ; Favoriser l'accueil des jeunes ultramarins dans les internats des CPGE pour éviter les temps de transports trop pénalisants ; Charte permettant la mise en œuvre d'une politique prospective de besoins en personnels dans les services publics et privés, l'attribution de bourses de formation en adéquation avec les besoins et le recrutement de ces jeunes après leur formation - Signature de chartes de diversité dans les administrations, les entreprises ; Régionaliser certains concours, par exemple ceux de l'éducation nationale (pour des matières à forts effectifs) ; Utiliser davantage les possibilités de recrutements directs sous forme de CDI ; Renforcement de l'orientation active et tutorat des étudiants de première année par des étudiants volontaires de master ; Construire de nouveaux collèges pour ramener l'effectif à 600 élèves par établissement ; Réduire le nombre de formations dispensées pour se recentrer sur des formations ciblées capables de forger à ces établissements une identité forte (vulcanologie, énergies renouvelables, biodiversité etc.) et attirer des étudiants exogènes ; En finir avec le saupoudrage et la redondance des formations ; Mettre en place une véritable incitation à la mobilité ; Développer des partenariats avec d'autres universités (métropolitaines ou étrangères) ; Innover et expérimenter de nouvelles méthodes audiovisuelles en partenariat étroit avec les universités, les écoles d'ingénieurs ou de commerce en métropole ; Formation des médiateurs recrutés pour lutter contre l'absentéisme au coaching de jeunes pour vraiment donner du sens à la scolarité ; Coaching des élèves décrocheurs ; Mise en place d'une année de préparation aux études supérieures ; Etudier pour l'arc caribéen les conditions de création d'une école d'ingénieurs ; Faciliter l'accès aux crédits à des micro-entrepreneurs ; Accélérer la réorganisation de l'ANT et multiplier les agences et les correspondants locaux ; Création d'écoles de la deuxième chance dans chaque DOM ou COM ; Obligation pour toutes les formations de niveau 5 d'intégrer au minimum 5% de jeunes en

grande difficulté d'insertion ; Mise en place d'un accompagnement individualisé par un référent ; Mise en place d'un carnet de suivi d'insertion rempli par chaque intervenant auprès du jeune ; Mise en place de chantiers-écoles de longue durée (deux ans) pour lutter contre l'illettrisme mais aussi pour faciliter la restauration psychologique, l'accès au soin et au logement ; Construire des foyers de jeunes travailleurs pour les accueillir ; Mise en place de guichet unique dans les quartiers difficiles ; Mettre en place des équipes de rue pour aller à la rencontre des jeunes les plus marginalisés et les orienter vers les structures de droit commun ; Mise en place de cercles de qualité ; Mise en place de réseaux ; Création d'une fondation pour la diversité en outre-mer ; Mise en place de partenariat EPLE-SMA autour des classes-relais

[10G] Commission «Les grands projets structurants et les conditions du développement durable»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-23.pdf>

9 pages | Rapport de la commission n°6 (**ATTENTION : n°3 dans la trame standard !**) - **I. Introduction ; II. Energie** ; II-1. État des lieux de l'exploitation énergétique en outre-mer ; II-2. Prospective sur les énergies renouvelables en outre-mer ; II-3. Pôle valorisation de la biodiversité ; **III. Industrie** ; III-1. Les microalgues comme une solution durable ; III-2. Le projet ; III-3. Exemple d'un projet d'usine de microalgues prenant en compte les spécificités de nos régions ; **IV. Financements** ; IV-1. Territoires, nouvelle approche économique ; IV-2. Territoires, nouvelle approche financière ; IV-3. L'approche globale de GSF et Kosset Finance apporte des réponses pour l'outre-mer ; **V. Transport ; VI. Economie numérique ; VII. Environnement : Filière traitement de déchets** ; VII-1. État des lieux en outre-mer ; VII-2. Analyse ; VII-3. Plan d'action ; VIII. Conclusion

[10H] Atelier «Distribution - Formation des prix - Pouvoir d'achat»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-22.pdf>

16 pages | Rapport de la commission n°7 (**ATTENTION : n°1 dans la trame standard !**) - Avertissement ; État des lieux sur la formation des prix et la situation concurrentielle du secteur de la distribution ; **A. Causes historiques ; B. Les handicaps géographiques aggravants ; C. Des handicaps organisationnels** ; 1. Un environnement concurrentiel insuffisant ; 2. Une réglementation mal appliquée ; 3. Une agriculture et une souveraineté alimentaire insuffisantes ; 4. Une fiscalité inadaptée et des sur-rémunérations à reconsidérer ; **D. Conclusion**

[10I] La gouvernance : «Evolutions institutionnelles et adaptation des administrations centrales»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-21.pdf>

12 pages | Rapport de la commission n°8 (**ATTENTION : n°5 dans la trame standard !**) - Préambule ; **Chapitre I - La gouvernance** ; A) Qu'est-ce que la gouvernance ; B) Approches publiques de la gouvernance ; C) Proposition ; **Chapitre II - Evolutions institutionnelles locales** ; A) Le droit sur le territoire et proposition ; B) Les structures administratives et proposition ; **Chapitre III - Adaptation des administrations centrales**

[10J] Culture et visibilité

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-20.pdf>

30 pages | Rapport de la commission n°9-1 - Problématiques ; Télévision ; Cinéma ; Spectacle vivant ; Littérature ; Musique ; Radio ; Conclusion

[10K] Mémoire et identité : «*Mieux se connaître pour mieux construire le vivre ensemble dans l'Hexagone*»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-19.pdf>

10 pages | Rapport de la commission n°9-2 - Synthèse (Sur le terrain ; Le constat) ; Argumentaire et préconisations (De la transmission et de la formation généralisée ; Le rôle des associations des originaires des outre-mer dans la démarche de transmission ; France Télévision et la transmission / formation des consciences ; Un bateau pédagogique ; Jumelage ; Triade inter-peuple ; La langue créole ; Des démarches mémorielles ; Un jour férié / chômé ; Un institut du monde créole à Paris)

[10L] «*Inégalités, injustices, discriminations : pour une action résolue des pouvoirs publics !*» (rapport de la commission *Égalité & Discriminations*)

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090731-99.pdf>

56 pages

Rapport de la commission n°10-1 - Synthèse ; **Introduction** ; **I - Les inégalités et discriminations institutionnelles** (1. Un outil d'analyse ; 2. Une Conférence triennale des UltramarinEs de l'Hexagone - Un réseau national de Maisons des UltramarinEs de l'Hexagone ; 3. La pérennisation de la Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des FrançaisEs d'outre-mer - La création d'un poste de MédiateurTRICE des UltramarinEs de l'Hexagone ; 4. L'unification du traitement législatif des discriminations ; 5. L'organisation de scrutins exceptionnels relatifs au statut de nos collectivités territoriales d'origine) ; **II - Les inégalités et discriminations sociales** (6. Un droit spécifique au logement ; 7. La pérennisation et l'élargissement de la continuité territoriale ; 8. Un plan global de santé pour les UltramarinEs des DFE ; 9. Un plan Familles pour les UltramarinEs des DFE ; 10. Un plan de médiation entre les forces de l'ordre et les originaires de l'outre-mer) ; **III - Les inégalités et discriminations face aux études** (11. La création de Maisons des étudiantEs & lycéenNEs ultramarinEs dans les quinze villes étudiantes de France où ils et elles sont les plus présentEs ; 12. Un plan pour le tutorat des jeunes ultramarineEs ; 13. Un soutien accru de l'État aux jeunes ultramarinEs de l'Hexagone qui cherchent des formations en alternance ; 14. Un plan d'amélioration de la formation en alternance ; 15. L'ajout, dans le cadre du master d'enseignement qui remplace la formation en IUFM, d'un module relatif ç la connaissance des outre-mers) ; **IV - Les inégalités et discriminations liées au travail et aux retraites** (16. L'interdiction des CV avec photographies - La tenue de forums pour l'emploi ; 17. La priorité aux UltramarinEs dans la fonction publique outre-mer ; 18. Un soutien à l'évolution professionnelle des UltramarinEs de la fonction publique ; 19. La réaffirmation des congés bonifiés ; 20. Un soutien aux retraités Bumidom) ; Conclusion

[10M] Commission sport : constat et propositions

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-18.pdf>

15 pages

Rapport de la commission n°11 - 1. Sur l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des sportifs et athlètes ultramarins (Diagnostic ; Analyse ; Solutions concrètes) ; 2. Sur la participation des sélections ultramarines aux compétitions internationales (Diagnostic ; Analyse ; Propositions concrètes) ; 3. Sur la redistribution des indemnités de formation aux clubs formateurs amateurs (Diagnostic ; Analyse ; Solutions concrètes) ; 4. Sur les difficultés financières et structurelles des ligues et clubs ultramarins (Diagnostic ; Analyse ; Solutions concrètes) ; 5. Sur la présence des ultramarins dans les instances sportives nationales (Diagnostic ; Analyse ; Solutions concrètes)

[10N] Autres problématiques liées à l'éloignement

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-17.pdf>

25 pages

Rapport de la commission n°12 - Préambule ; Introduction générale ; I - Continuité territoriale ; I.1 - Acheminement de l'information ; I.2 - Téléphonie ; I.3 - Internet ; I.4 - Presse ; I.5 - La télévision numérique terrestre ; I.6 - Mesure d'aide concernant les transports aériens ; I.7 - Services bancaires ; I.8 - Pour une santé équitable pour tous en continuité territoriale ; II - Problématique de la mobilité vers les DOM ; III - Congés annuels ; III.1 - Les congés bonifiés dans la fonction publique ; III.2 - Le cas du secteur privé ; III.3 - Les prises en charge concernant les EPIC ; IV - Création d'une structure fédératrice de l'outre-mer ; IV.1 - État des lieux actuel ; IV.2 - Pour une fondation de l'outre-mer, type fonds de dotation ; IV.3 - Les enjeux de cette fondation de l'outre-mer ; Conclusion générale ; Annexes

[10O] Synthèse des travaux sur la citoyenneté des ultramarins de l'Hexagone

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-16.pdf>

5 pages | Rapport de la commission n°10-2 - I - Une structure nouvelle et légère d'un observatoire de la citoyenneté de l'outre-mer dans l'Hexagone ; II - Une amélioration de la représentativité des Ultramarins de l'Hexagone dans la sphère politique locale et nationale ; III - Une campagne d'information qui mettrait en lumière la connaissance de l'histoire de l'outre-mer

[10P] Consultation Région PACA (Marseille)

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-15.pdf>

Quatre pages | Avant-propos ; 1) La culture, la mémoire et l'identité ; 2) L'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et la citoyenneté ; 3) Le sport ultramarin ; 4) Les autres problématiques liées à l'éloignement ; Conclusion

[10Q] Consultation Région Midi-Pyrénées (Toulouse)

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-14.pdf>

15 pages

Préambule ; L'organisation ; I) La culture, la mémoire et l'identité ; II) L'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et la citoyenneté ; III) Les Ultramarins et le sport ; IV) Autres problématiques liées à l'éloignement ; V) La gouvernance (évolutions institutionnelles locales, adaptation des administrations centrales) ; VI) L'insertion des départements d'outre-mer dans leur environnement local ; VII) Maintien et amélioration des liens entre l'outre-mer et l'Hexagone ; Conclusion

[10R1] Consultation Région Aquitaine (Bordeaux)

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-13.pdf>

6 pages | État des lieux ; Culture, mémoire et identité ; Égalité des chances

[10R2] Consultation à Bordeaux sur la thématique «Culture, mémoire, et identité»

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090814-12.pdf>

4 pages

Projet «Voir l'outre-mer dans la ville» ; A. Définition du projet ; B. Identification des lieux ; C. Journée d'inauguration ; D. Diffusion, mise en valeur ; E. Public ciblé ; F. Ambition et points positifs ; G. Projet scientifique proposé par le centre F. G. Pariset - Histoire de l'art moderne et contemporain, université Michel de Montaigne Bordeaux III

*L'ACCD'OM a mis en place un site Internet dédié aux EGOM.
Vous pouvez y trouver ces documents et les commenter.
Nous tiendrons compte de vos commentaires
dans nos relations avec l'État :*

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/>

- - -

Le présent document est disponible en ligne :

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090831-98.pdf>

Une version simplifiée de ce document est également disponible :

<http://www.etatsgenerauxoutre-mer.net/20090831-99.pdf>